

CANADA : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Dans cette page : [Le contexte économique](#) | [Le contexte politique](#) | [Réponse du pays au COVID-19](#)

Le contexte économique

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Après la crise mondiale sans précédent causée par la propagation de la pandémie de COVID-19 - qui a entraîné la plus grande contraction économique depuis 1945 - l'économie canadienne s'est redressée en 2021 (+4,5 %) et a continué de croître en 2022 (+3,4 % - FMI). Néanmoins, l'activité économique a ralenti en 2023 : après une performance robuste au premier trimestre (avec une croissance du PIB réel de 0,6 %), la croissance de la production s'est arrêtée au deuxième trimestre, montrant pratiquement aucune croissance. Pour l'ensemble de l'année, le FMI a estimé la croissance à 1,3 %. Malgré la hausse des prix du pétrole brut, les prix des exportations de marchandises canadiennes étaient encore en dessous des pics de mi-2022. La baisse des termes de l'échange a créé un choc négatif sur les revenus, contribuant à une demande modérée. De plus, des conditions météorologiques sèches ont entraîné une réduction des rendements pour les principaux produits agricoles, en particulier le blé. La croissance du PIB réel devrait augmenter légèrement pour atteindre 1,6 % en 2024, reflétant une décélération de la demande intérieure face à la hausse des coûts d'emprunt et à la baisse des exportations, avant de passer à 1,9 % en 2025, bénéficiant de conditions mondiales améliorées qui renforcent la performance à l'exportation.

La politique budgétaire continue d'être restrictive, réduisant le fardeau de la dette publique brute générale du gouvernement, actuellement autour de 106,4 % du PIB (FMI). Les baisses anticipées du PIB nominal et des bénéfices des entreprises devraient contribuer à une poursuite du ralentissement de la croissance des recettes. Les mesures prises aux niveaux fédéral et provincial pour atténuer les pressions sur le coût de la vie des ménages ont été adéquatement réduites : le déficit budgétaire global a diminué à 0,8 % en 2023, contre 1,4 % un an plus tôt (FMI), et devrait se maintenir autour de 0,5 % sur l'horizon prévisionnel. Le ratio dette/PIB devrait également suivre une tendance à la baisse en 2024 (103,3 %) et 2025 (100,6 %). Le gouvernement fédéral met activement en œuvre des réformes structurelles décrites dans son budget annuel. Ces réformes englobent le soutien à la transition écologique, l'extension de la garde d'enfants abordable, la lutte contre la hausse des coûts liés au vieillissement de la population, et la mise en œuvre de mesures visant à réduire les dépenses de logement. La politique monétaire actuelle reste contractée, freinant la demande et aidant à rétablir les attentes en matière d'inflation. Le taux directeur devrait rester élevé à 5 % jusqu'à la mi-2024 pour garantir un retour de la croissance des prix dans la fourchette cible de 1 % à 3 % de la Banque du Canada. Cependant, des ajustements au taux pourraient être nécessaires en réponse à l'évolution des conditions macroéconomiques pour atténuer les pressions inflationnistes. Le taux d'inflation global a été estimé à 3,6 % en 2023 par le FMI, avec une baisse attendue à 2,4 % et 1,9 % cette année et la suivante, respectivement.

Une poursuite du sous-emploi sur le marché du travail devrait entraîner de nouvelles augmentations du taux de chômage (5,5 % en 2023) jusqu'à la mi-2024 (avec un taux de 6,4 % prévu pour l'année dans son ensemble - FMI). La croissance des salaires devrait se modérer, restant approximativement en phase avec l'inflation des prix à la consommation, qui devrait atteindre la cible au troisième trimestre de l'année suivante. Bien que les Canadiens bénéficient d'un PIB par habitant élevé (estimé à 59 813 dollars américains en 2023 - FMI), 8,1 % de la population vit dans la pauvreté (données du Recensement de la population de 2021).

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	2.137,94	2.117,81	2.238,57	2.364,55	2.474,33
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	3,4	1,3	1,6	2,4	1,8
PIB par habitant (USD)	55.037	53.247	55.528	57.899	59.838
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-1,4	-0,8	-0,4	-0,5	-0,5
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	107,4	106,4	103,3	100,6	98,6
Taux d'inflation (%)	n/a	3,6	2,4	1,9	1,9
Taux de chômage (% de la population active)	5,3	5,5	6,3	6,0	6,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-7,00	-20,94	-21,39	-28,72	-35,02
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-0,3	-1,0	-1,0	-1,2	-1,4

Source : FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

Note : (E) Données estimées

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Le secteur agricole représente 1,7 % du PIB du Canada et n'emploie que 1 % de la population active (selon les données les plus récentes de la Banque mondiale). Cependant, le système agricole et l'industrie de transformation des aliments offrent un emploi sur huit et contribuent à plus de 100 milliards de dollars au PIB du pays, ainsi qu'à plus de 60 milliards de dollars d'exportations. Le Canada est l'un des plus grands exportateurs de produits agricoles au monde - notamment de blé - et produit environ 10 % des récoltes de OGM dans le monde. La pêche est un autre secteur important. Le Canada est également l'un des principaux producteurs de minéraux, notamment de nickel, de zinc et d'uranium. De plus, le pays est riche en gaz et possède les quatrième et cinquième plus grandes réserves de pétrole au monde (étant le quatrième producteur de pétrole en 2023), dont la production est concentrée dans les provinces de l'ouest, notamment l'Alberta. Selon les dernières données d'Agriculture Canada, pour l'année de récolte 2023-2024, la production des principales cultures de plein champ du Canada devrait connaître une baisse de 13 % par rapport à l'année précédente, chutant de 8,3 % en dessous de la moyenne des cinq années précédentes. Cette baisse est principalement attribuée aux conditions de sécheresse étendue dans les Prairies. Les prévisions pour les exportations anticipent une réduction de 15,1 % d'une année sur l'autre, reflétant la baisse de la production. Cependant, malgré cette baisse, les exportations devraient maintenir une performance relativement robuste, soutenue par une forte demande mondiale.

Le secteur industriel contribue à 24,1 % du PIB et emploie 19 % de la main-d'œuvre. Le Canada compte six secteurs industriels primaires forts : les énergies renouvelables (principalement l'éolien, le pays étant un exportateur net d'énergie) ; le secteur forestier, l'hydrogène et les piles à combustible, les mines, les métaux et les minéraux, la pêche, le pétrole et le gaz. Selon les données de la Banque mondiale, la fabrication représente environ 9 % du PIB du pays. Les dernières données de Statistique Canada montrent qu'en 2022, le revenu des biens manufacturés a augmenté de 17,1 % par rapport à 2021. Le revenu total était estimé à 923,7 milliards de dollars canadiens, tandis que le revenu des biens manufacturés atteignait 866,3 milliards de dollars canadiens et que les dépenses totales atteignaient 827,4 milliards de dollars canadiens.

Le secteur des services domine l'économie canadienne : il représente 67,7 % du PIB du pays et emploie plus de 79 % de la population active (le plus grand employeur étant le secteur de la vente au détail - qui emploie environ 12 % de la population active du pays à lui seul - et le secteur des services liés aux entreprises). Les secteurs de l'éducation et de la santé sont également cruciaux pour l'économie du pays. Les secteurs les plus dynamiques ces dernières années ont été les télécommunications, le tourisme, l'internet et l'aérospatiale. Le tourisme est le cinquième secteur le plus important de l'économie du pays, il fournit un emploi sur dix et est responsable de 225 000 petites et moyennes entreprises à travers le Canada.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	1,3	19,3	79,4
Valeur ajoutée (en % du PIB)	1,7	24,1	67,7
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	11,7	2,7	3,7

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.

 Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service [Etudes de marché](#).

INDICATEUR DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

= Définition

Note : 77,8666666666667/100
Rang mondial : 9
Rang régional : 1



CLASSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

= Définition

Note : 8,42/10
Rang mondial : 3/82

Source : The Economist Intelligence Unit - Business Environment Rankings 2020-2024

RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par [Credimundi](#).

LES SOURCES D'INFORMATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Les ministères	Secrétariat Conseil du Trésor du Canada Ministère des Finances Canada Affaires Mondiales Canada Ministère de l'Innovation, des sciences et du développement économique Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (AAC)
L'office de statistique	Statistique Canada

La banque centrale	Banque du Canada
Les places boursières	Bourse de Montréal Recherche sur le Marché Boursier Canadien TSX Group - Bourse de Toronto
Les autres ressources utiles	Agence de revenu du Canada Gouvernement du Canada : provinces et territoires
Les principaux journaux on-line	Ottawa Business Journal (en anglais) Le Devoir Les Affaires
Les portails économiques	Financial Post Répertoire des entreprises autochtones

Le contexte politique

Chefs de gouvernement	Governor General: Mary Simon (since 26 July 2021) Prime Minister: Justin Trudeau (since 4 November 2015) – Liberal Party King Charles III is officially the Chief of State of Canada (since 8 September 2022).
Les prochaines élections	Chambre des Communes : octobre 2025
Le contexte politique actuel	Les élections fédérales ont eu lieu en 2021, la deuxième en deux ans. Le Parti libéral du Premier ministre sortant Justin Trudeau a maintenu son statut de plus grand parti à la Chambre des communes en obtenant 32,6 % des voix et 160 sièges, suivi par le Parti conservateur (119 sièges), le Bloc québécois (32 sièges) et le Nouveau Parti démocratique (25 sièges). Justin Trudeau a réussi à former un gouvernement minoritaire et a constitué le premier cabinet équilibré en termes de genre de l'histoire canadienne. Pendant ce temps, les relations avec les États-Unis se sont améliorées sous l'administration Biden, bien que des préoccupations persistent concernant les politiques énergétiques et commerciales. Un "accord de confiance et de soutien" a été établi avec le Nouveau Parti démocratique (NPD), ce qui pourrait prolonger le mandat du gouvernement de Justin Trudeau jusqu'en octobre 2025. Selon les termes, le NPD, dirigé par Jagmeet Singh, soutiendra les initiatives gouvernementales cruciales, et en retour, le gouvernement promouvra les priorités du NPD. Néanmoins, l'accord n'est pas contraignant, ce qui le rend quelque peu fragile. Les tensions persistent entre les niveaux de gouvernement fédéral et provincial. Notamment, des désaccords sont survenus entre le gouvernement fédéral et les administrations conservatrices en Alberta et en Saskatchewan, car ces provinces affirment que les politiques climatiques fédérales nuisent à l'industrie pétrolière et gazière.
Les principaux partis politiques	Historiquement, le système politique canadien à deux partis plus a été dominé par le Parti libéral au centre-gauche et le Parti conservateur au centre-droit. Depuis les années 1980 environ, le troisième parti le plus important du Canada est le NPD, qui se situe plus à gauche. Il y a également un parti constamment en quatrième position, connu sous le nom de Bloc québécois, qui est dévoué au séparatisme québécois. - Parti libéral du Canada (PLC) : parti centriste, le plus ancien parti politique fédéral actif au Canada. - Parti conservateur du Canada (PCC) : centre-droit à droite ; familièrement appelé les "Tories". - Nouveau Parti Démocratique (NPD) : centre-gauche, socialiste. - Bloc Québécois : centre-gauche, social-démocrate. - Parti Vert du Canada (PVC) : centre-gauche, parti écologiste.
La nature de l'Etat	Monarchie constitutionnelle, démocratie parlementaire et fédération.
Le pouvoir exécutif	Le Roi Charles III est le chef de l'État, dont le rôle est largement cérémonial. Il nomme le Gouverneur général du Canada pour un mandat de cinq ans. Le gouverneur général - qui occupait principalement un rôle cérémonial - nomme également le Premier ministre ainsi que le Cabinet (toutefois, les membres du Cabinet sont choisis par le Premier ministre). Le Premier ministre est le chef du gouvernement et détient le pouvoir exécutif. Le chef du parti majoritaire ou de la coalition à la Chambre des communes est automatiquement choisi pour être Premier ministre. Le Premier ministre et son Cabinet restent au pouvoir tant qu'ils bénéficient du soutien de la majorité à la Chambre des communes.
Le pouvoir législatif	Le pouvoir législatif au Canada est bicaméral. Le parlement fédéral est composé de : le Sénat (chambre haute), dont les 105 membres sont nommés par le gouverneur général sur recommandation du Premier ministre ; et la Chambre des communes (chambre basse), dont les 338 membres sont élus par suffrage universel, chaque membre représentant une circonscription électorale unique (également appelée "circonscription"). Le gouverneur général convoque des élections générales lorsque le Premier ministre le conseille. La plupart des pratiques législatives sont dérivées du Parlement britannique.

INDICATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

= Définition

Rang mondial : 14/180

INDICATEUR DE LIBERTÉ POLITIQUE

= Définition

Classement : Libre

Liberté politique : 1/7

Libertés individuelles : 1/7

Liberté politique dans le monde (carte interactive)
Source : Liberté dans le monde, Freedom House

Réponse du pays au COVID-19

Restrictions de voyage	Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage. To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.
Restrictions import & export	A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.
Plan de relance économique	For information on the economic recovery scheme put in place by the Canadian government to address the impact of the COVID-19 pandemic on the Canadian economy, please visit the Canadian government's webpage Canada's COVID-19 Economic Response Plan. For a general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the Canadian government, please consult the section dedicated to Canada in the IMF's Policy Tracker platform.
Plan de soutien aux entreprises	For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document. You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.